

Tunisie : la révolution en marche

C'est bien une révolution qui a commencé en Tunisie. Une révolution qui met en mouvement toutes les couches opprimées et exploitées, avec la participation de la centrale ouvrière historique, l'UGTT.

Les médias en France comme les politiques voudraient, une fois que Ben Ali est parti, que les choses rentrent dans « l'ordre ». Mais le peuple tunisien ne veut pas se voir confisquer sa révolution. Il veut aller jusqu'au bout et décider par lui-même de son avenir. Nous donnons ici la parole à ces Tunisiens, à ces jeunes, à ces ouvriers, à ces syndicalistes, à ceux « d'en bas » qui veulent s'émanciper. Ces pages ont été réalisées par la rédaction d'Informations ouvrières grâce à l'énorme travail de reportages et

d'interviews réalisés par nos camarades tunisiens. Merci aussi aux camarades du PT d'Algérie qui nous ont aidés dans cette tâche. En quarante-huit heures, nous avons confectionné ces pages qui aideront nos lecteurs à démêler le vrai du faux, à comprendre, à agir. Semaine après semaine, Informations ouvrières sera aux côtés du peuple tunisien et rendra compte de son combat. C'est le combat de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui vient de tenir en novembre 2010 une conférence mondiale à Alger contre la guerre et l'exploitation.

Lisez ce journal, c'est celui du combat de la classe ouvrière, de l'organisation et de l'internationalisme.

Lucien GAUTHIER ■

‘De l'eau, du pain, pas le RCD !’

Le film des événements

● **17 décembre** : un jeune vendeur ambulant, qui protestait contre la saisie de sa marchandise par la police, s'immole par le feu. Le 19 et le 20, dans la ville de Sidi Bouzid, de violents affrontements opposent la police à de jeunes manifestants. Les affrontements se poursuivent jusqu'à la fin décembre.

● **Du 3 au 10 janvier** : les manifestations s'étendent. Elles sont marquées par des émeutes sanglantes, notamment à Kasserine, Thala, et Regued. La situation de précarité et de chômage des jeunes, la très dure exploitation des travailleurs, les hausses massives des prix et l'oppression sont le ressort de ces émeutes. « De l'eau, du pain, pas Ben Ali ! »

● **10 janvier** : Ben Ali dénonce « des actes terroristes perpétrés par des voyous cagoulés ». Les mobilisations s'étendent à de nouvelles villes, à de nouvelles couches de la société.

● **12 janvier** : le ministre de l'Intérieur autorise à tirer. Des dizaines de morts seront enregistrés. Des milliers de Tunisiens sont arrêtés. Malgré le couvre-feu, de violents affrontements ont lieu dans la banlieue de Tunis, ville jusqu'alors préservée.

« Du pain, de l'eau, pas Ben Ali ! », c'est le mot d'ordre de la masse. La mobilisation s'étend. Les jeunes, les travailleurs avec leurs banderoles syndicales UGTT, les avocats qui défilent en robe, les médecins, les mères de famille, les chômeurs, les commerçants, toutes les couches de la société tunisienne se retrouvent dans la rue. A Sfax, la deuxième ville du pays, c'est l'UGTT qui appelle à une manifestation qui regroupe 30 000 personnes. Les entreprises sont arrêtées. Dans les quartiers apparaissent les premiers comités, qui ont pour but de protéger la population contre les exactions policières.

● **13 janvier** : Ben Ali fait un discours à la télévision. Il s'engage à quitter le pouvoir en 2014, limoge quelques ministres et ordonne la fin des tirs des policiers contre les manifestants. Il écarte le chef d'état-major des armées de terre, qui a refusé d'impliquer l'armée dans la répression.

● **14 janvier** : à Tunis comme dans de nombreuses villes de province, par dizaines de milliers, le peuple tunisien manifeste aux cris de « Ben Ali dehors ! ». La police de Ben Ali continue de réprimer. Les premiers soldats qui apparaissent sont acclamés par la foule. On assiste à des scènes de fraternisation. A 17 heures, le Premier ministre Ghannouchi annonce à la télévision qu'il assure la présidence en remplacement de Ben Ali, qui a quitté le pays. Celui-ci a fui le pays avec sa famille et son clan... et des tonnes d'or. Quelques heures auparavant, l'administration américaine a fermement critiqué Ben Ali.

On apprendra par la presse ultérieurement que, ce même jour, les généraux sont allés voir Ben Ali pour lui dire instamment de quitter la Tunisie.

Durant la nuit, les émeutes se poursuivent. De nombreuses propriétés de Ben Ali et du clan des Trabelsi, la famille de la femme du président, sont attaquées et détruites. Des groupes d'hommes en armes sillonnent les quartiers pour tirer sur les habitants. La plupart d'entre eux sont des policiers, l'organe de répression de Ben Ali qui, depuis des décennies, massacre les Tunisiens. Ils n'ont plus rien à perdre et sèment la terreur. L'état d'urgence est décrété.



Tunis, le 14 janvier : les travailleurs et les jeunes se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur, lançant des slogans contre le ministre de l'Intérieur et demandant le départ de Ben Ali.

● **15 janvier** : l'armée, qui n'était pas directement impliquée dans la répression qui relevait de la police, commence à se déployer. Elle s'attaque aux milices de Ben Ali, essentiellement composées de policiers. Le peuple salue l'action des militaires. Mais dans les quartiers, dans toutes les villes de Tunisie, surgissent des comités de quartier qui organisent la défense des citoyens. Des barrages sont érigés. Des jeunes, des travailleurs armés tant bien que mal de bâtons et de haches assurent la protection des citoyens. De nombreux affrontements les opposent aux milices de Ben Ali. Plusieurs policiers sont ainsi tués alors qu'ils venaient d'abattre des habitants.

Finalement, on apprend que le Premier ministre, qui avait été nommé président la veille, ne l'est plus et que, à sa place, c'est le président du Parlement, Foued Mebaza, qui assure la présidence intérimaire.

Le nouveau président nommé comme Premier ministre celui qui était la veille le président par intérim et l'avant-veille le Premier ministre de Ben Ali, et avant cela responsable de la Banque mondiale. L'ancien nouveau Premier ministre, Ghannouchi, annonce qu'il propose la formation d'un gouvernement d'union nationale.

● **16 janvier** : le Premier ministre reçoit les partis d'opposition et l'UGTT, la centrale syndicale. Les trois partis d'opposition qu'il reçoit (PDP, FDTL et Ettajdid) sont les partis d'opposition légaux, c'est-à-dire ceux qui étaient acceptés dans le cadre de la dictature de Ben Ali.

● **17 janvier** : alors que les manifestations de rue continuent, le Premier ministre annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pour l'essentiel, il est composé des ministres RCD de Ben Ali, de représentants des trois partis d'opposition légaux, de personnalités de la société civile et de trois proches ou membres de l'UGTT. Le soir même, dans plusieurs villes, des milliers de manifestants crient : « Dissolution du RCD ! » Ils refusent un gouvernement avec des ministres de Ben Ali et, notamment, le ministre de l'Intérieur, celui-là même qui avait donné l'ordre de tirer sur la foule. Dans plusieurs régions et plusieurs villes, les prises de position de responsables

ou d'instances de l'UGTT dénoncent la participation de proches de l'UGTT au gouvernement. Les comités populaires dans les quartiers commencent à organiser la distribution de l'alimentation et l'ensemble des questions. Ils gèrent les quartiers et assurent leurs permanences dans les locaux de l'UGTT.

Partout dans le pays on discute, sur les places, dans les quartiers, à la porte des entreprises. « Ghannouchi, c'est le ministre des privatisations. » « La démocratie, c'est s'exprimer librement. » Un ouvrier : « Pour moi, c'est le respect du droit des travailleurs. » Une femme : « La démocratie ? C'est la liberté, la laïcité et le respect des droits des femmes. » Un autre : « C'est un gouvernement qui nous représente et applique nos choix. » Une femme, s'adressant à des journalistes français : « Vous avez eu le 14 juillet 1789. Nous avons le 14 janvier 2011. Vous avez chassé l'Ancien Régime. Nous aussi, nous devons le faire. » Un syndicaliste de l'UGTT : « La démocratie, ce n'est pas le replâtrage de ce régime. Ce sont des élections libres et démocratiques. C'est une Assemblée constituante qui en finira avec le régime en place. »

● **18 janvier, 13 heures** : Une séance extraordinaire de la direction nationale de l'UGTT est convoquée en urgence. Elle adopte une résolution considérant « que le gouvernement n'est pas le nôtre » et annonce que personne au gouvernement ne peut se réclamer de l'UGTT. Une heure plus tard, à 14 heures, les trois ministres syndicalistes de l'UGTT annoncent leur démission du gouvernement.

Houssine Dimassi, nommé ministre de l'Emploi, déclare : « Nous nous retirons du gouvernement à l'appel de notre syndicat. »

Dans l'après-midi, de nombreuses manifestations ont lieu sur le thème : « De l'eau, du pain, pas le RCD » et aussi « Dissolution du RCD », « C'est tout le régime qui doit partir ».

— **17 heures** : le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDLT) annonce, après la démission des trois proches de l'UGTT, qu'« il suspend sa participation au gouvernement ».

Le parti d'opposition Ettajdid (ex-PC) a menacé de quitter le gouvernement, car les autres ministres sont toujours membres du RCD.

Le président par intérim et le Premier ministre annoncent leur démission du RCD. Le RCD annonce l'exclusion de Ben Ali.

— **18 h 10** : l'agence Standard and Poors menace de baisser la note de la Tunisie : « L'instabilité politique actuelle pourrait affecter la crise économique et les finances publiques se détériorer. » En conséquence, l'agence annonce qu'elle place la Tunisie sous « surveillance négative ».

A Tunis et ailleurs, les manifestations continuent. « Le dictateur est tombé, pas la dictature ! », « Il faut que les Tunisiens achèvent leur mission. » La police du nouveau gouvernement cherche à disperser les manifestants à coups de gaz lacrymogènes et de matraques.

« RCD assassins ! », riposte la foule. « Nous refusons ce gouvernement criminel qui veut voler la révolte de notre peuple. Nous dénonçons les partis de l'opposition qui sont au gouvernement », explique un manifestant.

Dans de très nombreuses villes, des rendez-vous sont donnés pour manifester mercredi 19 janvier. A suivre...

REPORTAGE

Dans un comité de quartier de Tunis

Depuis quand vous protégez-vous vous-mêmes, et pourquoi ?

Notre décision de nous organiser a été collective comme si c'était un seul homme qui l'avait décidé. Nous avons vu dans les médias que les jeunes, ailleurs, avaient pris la défense de leurs familles et de leurs quartiers. Le danger étant là, nous devions y faire face. La majorité des gens se connaissent à peine, mais l'heure était venue de sortir de notre isolement. La situation était grave et nous devions réagir vite.

Il fallait que le peuple prenne sa propre défense, l'Etat n'assurait que sa survie. Nous avons compris que ces criminels étaient contre nous. Ils sont les milices de l'ex-président, qui voulaient et qui veulent toujours le chaos généralisé.

Comment vous organisez-vous ?

Dans notre quartier, il n'y a pas de couvre-feu ! Si, il y en a un, mais il ne s'applique pas à nous. C'est nous qui l'appliquons aux autres. Nous barricadons les rues et les entrées du quartier. Nous devons nous assurer de toutes les personnes qui viennent ici. Nous regardons même dans les coffres et sous les sièges des voitures. Là comme ailleurs, à plusieurs reprises, nous demandons aux policiers leur carte d'identité. On est majoritaires, on assure notre propre sécurité et c'est à eux de nous obéir et de nous prouver qu'ils sont de vrais policiers. On organise la surveillance pour assurer la sécurité de notre cité. Tout le monde est là, dès l'après-midi et jusqu'au matin.

Nous ne laisserons pas les criminels de Ben Ali salir ou nous voler notre victoire !

Combien de temps allez-vous assurer votre sécurité ?

Les forces de l'ordre assurent la sécurité des routes nationales et départementales, et nous, nous assurons la sécurité de nos propres quartiers. Nous savons que ce n'est que le début, une révolution n'est jamais facile et nous sommes prêts à aller jusqu'au bout. De toute façon, les lycées sont fermés. Nous sommes les gardiens de la révolution.

Correspondant ■

INTERVIEW

'L'UGTT a joué un grand rôle dans la mobilisation populaire'

Entretien avec un responsable syndical de l'UGTT réalisé le 18 janvier, quelques heures avant l'annonce par la direction de l'UGTT qu'*"elle ne reconnaissait pas le gouvernement"*, suivie une heure plus tard de la démission des trois ministres proches de l'UGTT.

Quelle est ton appréciation de la situation politique en ce moment même ?

Ce que je veux dire d'abord, c'est que toutes les dictatures brûlent le pays pour ne pas permettre au peuple de profiter de sa victoire, de sa révolution, et, plus que ça, il ne convient pas à l'impérialisme que le peuple souverain réalise sa révolution et qu'il se débarrasse de son dictateur dans la mesure où tout régime qui se met sous l'ombre de l'ordre mondial de l'impérialisme doit être soumis à ses directives.

Parce qu'ils se rendent bien compte que ce qui s'est passé en Tunisie est un séisme qui peut avoir une influence sur toute la région, en particulier dans l'ensemble du monde arabe, et, de façon plus étendue, sur tout le continent. Profiter de sa révolution, cela veut dire que le peuple s'exprime, qu'il impose sa volonté, qu'il impose ses propres représentants, qui le défendent et défendent son aspiration à la justice sociale et toutes ses aspirations qui étaient étouffées. C'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui.

On s'est débarrassé d'un dictateur et de ses proches directs, mais on ne s'est pas débarrassé d'un régime dictatorial. Parce que nous avons affaire à un système, on n'avait pas affaire à des personnes. Le régime était incarné par le dictateur Ben Ali ; certes, on s'est débarrassé de lui, mais il reste deux de ses composantes : une composante de répression policière, faite des milices armées et de sa garde rapprochée, qui est en train de faire couler le sang de nos enfants ; et une composante politique, faite de l'appareil du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti unique au pouvoir) et du gouvernement d'union nationale qui a été formé. La preuve en est, la prise de contact confirmée par les agences de presse et les télévisions internationales entre le Premier ministre, Ghannouchi, et le dictateur déchu, qui se trouve en Arabie Saoudite. Alors qu'il faudrait que ce dictateur soit extradé vers la Tunisie pour être jugé. Le peuple hait ce dictateur qu'il a chassé, comme il hait son Premier ministre, Ghannouchi. Ce que vos lecteurs doivent savoir concernant ce Premier ministre, c'est qu'il a exercé ses « compétences » en tant qu'expert de la Banque mondiale. Certaines parties voudraient nous le présenter comme un homme intègre, alors que c'est lui qui orchestrait toute la politique de liquidation de nos entreprises publiques et qui couvrait toutes les spoliations et les vols. Il s'est engraisé au passage comme tous les autres, qu'on connaît bien aujourd'hui, à savoir tous ceux de la famille régnante. Il a certes eu un petit os à rognier alors que les autres ont eu une grosse part, mais il était bien parmi eux.

Et il garde le même ministre de l'Intérieur ?

Il faut voir aussi la morgue et la haine du peuple témoignées par le ministre de l'Intérieur lors de sa conférence de presse, hier. Il a seulement oublié qu'il y a eu un 14 janvier et que la révolution tunisienne est en marche. Mais, pour sa part, il continuait à penser qu'il était encore dans les plus belles heures du régime de Ben Ali. Son verbe était un verbe menaçant et son propos était truffé de mensonges comme l'y avait habitué son patron, Ben Ali. Le 14 janvier, les masses sont descendues dans la rue pour exiger le départ du dictateur. Ce ministre de l'Intérieur, qui est aujourd'hui toujours en exercice, a lâché ses chiens, bombardé les manifestants de bombes lacrymogènes. La situation aurait pu se transformer en véritable boucherie. Il a prétexté qu'il a agi ainsi parce qu'un manifestant a arraché un drapeau national. Nul mieux que le peuple ne protège et ne défend le drapeau national. Il n'a rien dit de la vérité. Tout ce qu'il a fait, c'est de terroriser le peuple. Le peuple tunisien a tranché la tête de la vipère, mais la vipère se débat toujours. Il faut que l'on



Rassemblement devant le siège de l'UGTT, au centre de Tunis, le 27 décembre 2010, à l'initiative de plusieurs syndicats, dont ceux de l'enseignement secondaire, de la poste et des caisses de sécurité et de santé. Ils ont été empêchés de manifester par la police.

Photo AFP

soit vigilants. On a réussi notre révolution, mais il faut que l'on continue à la défendre. Il faut qu'on défende nos comités populaires.

Justement, à propos de la constitution de comités populaires partout dans le pays, dans les cités populaires, dans les quartiers, qu'en est-il exactement ?

Les comités populaires sont en train de jouer un grand rôle et de donner naissance à des traditions de défense de la révolution. Ceux qui les encadrent sont nos jeunes qui sont politisés, proches ou imprégnés profondément de l'idéal socialiste, ou, tout simplement, démocrates ou nationalistes. Les comités populaires, en même temps que leur rôle d'organisation de la vie dans les cités et les quartiers et leur défense, informent la population du double danger qui menace la marche de la révolution : d'une part, les milices meurtrières qui continuent à semer la terreur là où elles le peuvent et, d'autre part, toutes les structures de l'Etat qui continuent à être entre les mains de l'ancien régime.

Les comités populaires sont aujourd'hui capables de se rassembler à l'échelle du pays et de s'organiser. Il faut savoir que le gouvernement de Ghannouchi met tout en œuvre pour briser l'élan de ces comités populaires, en interdisant notamment le rassemblement de plus de quatre personnes.

Aujourd'hui, les comités populaires jouent un rôle considérable au sein de la population en prenant en charge l'approvisionnement des cités, l'entente avec les commerçants pour qu'ils (*les comités populaires* — NDLR) veillent à une distribution équitable des produits de première nécessité, le contrôle de la distribution du gaz et du fuel pour le chauffage, tout cela se fait dans la discipline. Devant les boulangeries, par exemple, il peut y avoir plus de deux cents personnes faisant la queue, sans aucune bousculade, sans énervement.

C'est que chaque citoyen est conscient de l'enjeu que représente sa souveraineté, son autodétermination pour son existence. Et cela (il faut le porter à la connaissance de tout le monde) se passe dans la plupart des communes.

Les comités populaires se sont naturellement installés dans les locaux mêmes de l'UGTT à l'échelle des localités et même à l'échelle régionale.

Ce qu'il faudrait, c'est que toutes les forces de la révolution, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont aucune attache avec l'ancien régime ou qui se ne sont pas compromis avec lui, se rencontrent, s'unissent sur une base d'action commune.

Quelle est la position de l'UGTT ?

Il faut savoir que l'UGTT regroupe toutes les tendances du mouvement ouvrier. Elle a joué un grand rôle dans la mobilisation malgré l'opposition au sein de sa direction. Il faut savoir que la plupart des manifestations, des rassemblements, partaient des locaux de l'UGTT. L'UGTT a publié un communiqué après la chute du dictateur, dont le point central dit clairement que la centrale syndicale s'oppose à toute présence de représentants de l'ancien régime au sein du gouvernement.

Interview recueilli par M. B. ■

Repères

● **UGTT** : la centrale syndicale qui regroupe depuis 1947 toute la classe ouvrière tunisienne. Toutes les tentatives de division et de mise en place d'une organisation syndicale parallèle ont échoué. Ben Ali, lors de sa prise de pouvoir, réussit à l'intégrer et à la verrouiller.

● **RCD** : le parti de Bourguiba, le Parti socialiste destourien, est rapidement transformé en 1987 en Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Il encadre, à travers ses cellules et comités de quartiers, toute la société.

● **Les familles régnantes** : les Trabelsi, Matri, Mabrouk, Chiboub, Ben Ali sont toutes les familles proches de Ben Ali et de sa femme, Leïla. Elles ont tout simplement accaparé toutes les affaires juteuses locales et les miettes concédées par les impérialismes dans le cadre des privatisations des entreprises publiques. Leur fortune se chiffre aujourd'hui en dizaines de milliards de dollars.

ÉDITORIAL

Vive la révolution tunisienne !

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

La décision de la centrale syndicale UGTT de retirer du gouvernement provisoire les trois ministres dont elle avait accepté la nomination vingt-quatre heures plus tôt reflète la profondeur de la révolution tunisienne.

C'est bien d'une révolution qu'il s'agit. Elle ne fait que commencer. Une révolution dont le caractère ouvrier et de souveraineté nationale s'affirme chaque jour un peu plus. Ouvrière, cette révolution qui voit la population, les jeunes, les travailleurs s'organiser en comités de défense contre les tenants de l'ancien régime et prendre en main le ravitaillement. Ouvrière, cette révolution, par le rôle qu'en dépit même de sa direction, l'UGTT est amenée à y jouer, saisie à tous les niveaux par les travailleurs pour porter les revendications et accueillir les comités de défense dans ses locaux.

C'est de la démocratie et de la souveraineté nationale qu'il s'agit. Car le peuple tunisien, qui est parvenu à chasser Ben Ali — pourtant érigé en modèle par les « grands » de ce monde —, ne veut pas se laisser déposséder de son avenir. Le peuple ne veut pas davantage de Ben Ali sans Ben Ali, d'un gouvernement qui maintienne ses institutions, ses ministres, ses lois, son parti et sa politique de pillage.

L'enrichissement personnel du clan Ben Ali est un fait indiscutable. Mais la misère et la faim qui ont soulevé le peuple tunisien n'ont pas pour seule origine cet enrichissement. Sur injonction du FMI et de l'Union européenne (qui a signé un accord d'association en 1995 avec la Tunisie), d'immenses avantages ont été accordés aux multinationales libres de privatiser en masse les entreprises nationales, de piller le pays et de surexploiter une classe ouvrière privée de droits et de garanties (1).

On a beaucoup glosé, en France, sur la maladresse de tel ministre de droite et de Sarkozy lui-même soutenant jusqu'au bout le régime de Ben Ali. On a glosé aussi sur la phrase du « socialiste » Strauss-Kahn : « *La politique économique adoptée ici est une politique saine et constitue le meilleur modèle à suivre pour de nombreux pays émergents* » (2). Maladresses ? N'est-il pas logique que ceux qui lient leur sort, à droite comme à « gauche », à l'Union européenne et au FMI, armes de pillage et de destruction de tous les peuples, portent aux nues une dictature qui vend la nation aux multinationales étrangères et livre sa classe ouvrière à la surexploitation ?

La révolution ne fait que commencer en Tunisie. Elle a déjà porté un coup majeur à toutes les institutions du capital financier international, à l'Union européenne, au Fonds monétaire international. Elle met à l'ordre du jour du combat de souveraineté du peuple tunisien l'exigence de rupture avec ces institutions.

Mais pas seulement en Tunisie. Il y a eu les manifestations de Grèce aux cris de « *Dehors le FMI et l'Union européenne !* ». Il y a eu cette déclaration d'un responsable syndical irlandais lorsqu'arrivèrent les émissaires de l'Union européenne et du FMI : les « *barbares sont à nos portes* ». Le peuple tunisien ouvre une voie qui met à l'ordre du jour du combat des travailleurs et des peuples du monde entier : dehors les pillards des multinationales, des institutions spéculatives du capital financier, du FMI et de l'Union européenne !

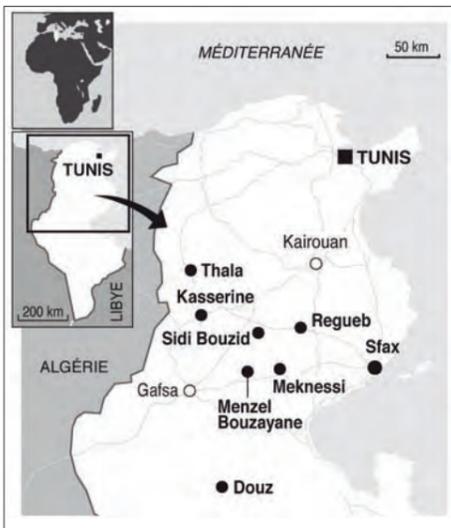
Vive la révolution tunisienne !

(1) Avantages vantés sur le site : www.investiren-tunisie.net

(2) Le 18 novembre 2008, en visite en Tunisie. Ajoutons que Strauss-Kahn n'est pas le seul « socialiste » défenseur de la dictature déchu. L'Internationale socialiste a attendu le 17 janvier pour chasser le RCD, parti de Ben Ali, de ses rangs !

La révolution a commencé en Tunisie

Repères



● **1881** : Institution du protectorat français de Tunisie.

● **1905** : Création de la section départementale de la CGT. Création de la section de Tunisie de la SFIO à la veille de la Première Guerre mondiale.

● **1920** : Création de la section de Tunisie du Parti communiste, à la suite du Congrès de Tours.

● **1924** : Grève générale des docks de Tunis et de Bizerte, qui s'étend aux tramways, chemins de fer, travailleurs des carrières, du tissage, de la bonneterie, etc. Fondation de la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT).

● **1925** : Interdiction de la CGTT et procès de ses cadres fondateurs, qui seront pour la plupart expulsés.

● **1927** : Fondation du Parti nationaliste Destour par Abdelaziz Thaalbi.

● **1934** : Fondation du Néo-Destour par Habib Bourguiba.

● **1938** : Tentative de refondation de la CGTT, que les nationalistes du Néo-Destour font échouer.

● **1947** : Fondation de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) par Farhat Hached.

● **1952** : Assassinat, le 5 décembre, de Farhat Hached. Grève générale en Tunisie et au Maroc. Manifestations à Paris, à Stockholm, aux États-Unis...

● **1955** : L'UGTT adopte dans son congrès la nationalisation des biens coloniaux et la réforme agraire.

● **1956** : Proclamation de l'indépendance de la Tunisie le 20 mars. L'Assemblée constituante, à laquelle l'UGTT présente des candidats avec le Néo-Destour, détrône le bey et proclame une nouvelle Constitution.

● **1978** : Grève générale le 26 janvier. La répression fait plus de 500 morts. L'UGTT décide qu'aucun de ses dirigeants ne peut être investi de responsabilité au sein du Parti destourien. Habib Achour, dirigeant fondateur de l'UGTT, rompt définitivement avec ce parti.

● **1984** : « Grève du pain » contre l'augmentation des prix du pain et des produits de première nécessité.

● **1986** : Premier plan d'ajustement structurel imposé par le FMI.

● **1987** : Coup d'Etat du général Ben Ali. Destitution de Habib Bourguiba. Suppression de toutes les libertés démocratiques au nom de la lutte contre l'intégrisme. Arrestations et procès politiques.

● **1995** : Signature de l'accord d'association avec l'Union européenne, le 17 juillet, impliquant le démantèlement des barrières douanières à l'horizon de 2008.

● **2008** : Grève dans la cité minière de Redeyef, sous le mot d'ordre : « Non à la corruption ! Pour le droit au travail et à la dignité ! »

● **Décembre 2010** : ouverture de la crise révolutionnaire et fuite de Ben Ali, le 14 janvier 2011.

« Malgré les souffrances terribles subies dans le monde entier, partout se dresse la résistance des peuples, de la jeunesse et des travailleurs, qui cherchent à ressaisir leurs organisations pour lutter, résister, reconquérir (...). Nous reprenons à notre

Le FMI, la Banque mondiale et le régime Ben Ali

A qui profite la dictature ?

Par Ali Hached, militant tunisien, partisan de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Depuis sa prise du pouvoir en 1987, le général de police Ben Ali a bénéficié du soutien implacable des dirigeants du monde entier. Le journal norvégien *Aftenposten* vient de publier le 15 janvier une série de câbles diplomatiques des États-Unis, dévoilés par le site WikiLeaks, datant de 2006, sur la corruption massive et généralisée, et le népotisme en Tunisie et son effet sur le développement économique et social.

Les câbles montrent la connaissance précise par le gouvernement américain du niveau excessivement élevé de la corruption en Tunisie, du système de la mafia érigé en mode de gouvernement et des atteintes aux libertés démocratiques. Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international, qui ne pouvait ignorer ces faits, déclarait lors d'une visite en Tunisie, le 18 novembre 2008 : « Je m'attends à une forte croissance en Tunisie cette année, la politique économique adoptée ici est une politique saine et constitue le meilleur modèle à suivre pour de nombreux pays émergents. »

En bon élève des institutions financières mondiales, le régime tunisien s'est comporté en gestionnaire docile des plans économiques dictés notamment par la Banque mondiale et le FMI. Selon un rapport de l'institution de Bretton Woods, le pays de Ben Ali « a pu améliorer sa compétitivité sur la scène mondiale et accélérer le rythme de sa croissance économique grâce à une série de prêts accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ».

En fait, la mafia tunisienne au pouvoir, comme toutes les mafias, a toujours su accompagner la politique de dérégulation de l'impérialisme pour en tirer profit. Le « Cadre de partenariat stratégique » (CPS) 2010-2013 présenté en février 2010 octroyait un prêt prévisionnel de 280 millions de dollars au titre du XI^e Plan de développement : « La Banque mondiale joue un rôle actif en appuyant les choix et réformes de politique, en produisant des analyses approfondies des ques-



Sarkozy et Ben Ali, le 28 avril 2008.

tions clés. » Ce n'est un secret pour personne, la BIRD n'accorde de financement qu'en exigeant des efforts dits de gouvernance. En outre, la Banque mondiale n'accorde pas simplement des prêts, mais des plans à exécuter, et en sus les fonds qui vont avec. Le rôle de l'Etat n'est autre que de jouer l'intermédiaire, sous la contrainte de tout un peuple si nécessaire, entre ces institutions financières représentatives de l'impérialisme et les travailleurs réduits à la misère et à la surexploitation. Le 17 juin 2010, la Banque mondiale approuvait deux nouveaux prêts pour la Tunisie, d'un montant total de 126,47 millions de dollars.

Les crédits octroyés par les institutions financières ne viennent pas sauver une situation économique critique, mais l'empirer. L'ensemble de la dette extérieure tunisienne (contractée auprès de la Banque mon-

diale, du FMI, des États-Unis, du Japon, de la France, des pays du Golfe, des fonds de pension...) avoisine les 50 milliards de dollars, dont les deux tiers sont générés par des dépenses de l'Etat.

L'Etat tunisien étant depuis longtemps dans l'impossibilité d'honorer ses créances, la seule solution possible a été pour lui de contracter de nouveaux prêts pour rembourser les anciens avec des conditions encore plus drastiques. C'est certainement cet élément qui en a fait un « bon élève » et c'est sur cette voie que ne manqueront pas de s'aligner la plupart des oppositionnels officiels d'hier. Par conséquent, les crédits généreusement accordés pour des prétendus projets de développement ne servent en effet qu'à rembourser une partie de la dette.

Cette situation économique a engendré un fait politique encore plus grave : le plan d'ajustement structurel (PAS). Mis en place en 1986, quand l'économie tunisienne était à bout de souffle, et afin de la soustraire à cette situation et la mettre sous la tutelle d'un nouveau rouleau compresseur, le PAS est à la fois une conséquence et une cause de la politique mafieuse de l'Etat tunisien. Il est également la forme officielle que prend l'ingérence des institutions financières du capitalisme mondial. Il a conclu une étape et en a inauguré une nouvelle dans le processus du pillage de la Tunisie. Ce plan antisocial de « sauvetage » n'a préconisé de solution que par l'attaque frontale des conquêtes des travailleurs : désengagement de l'Etat, liquidation des services sociaux, dérégulation du travail et, pour couronner le tout, suppression de la Caisse générale de compensation et privatisation des entreprises publiques pour rembourser la dette.

Il est évident qu'à la lumière de cette situation, l'économie tunisienne, fondée sur la misère croissante de tout un peuple, n'a jamais été « du solide », comme le prétendaient le directeur du FMI et l'ensemble de ses bailleurs de fonds. Pour l'Union européenne, la France et tous les créanciers de la Tunisie, parler de « stabilité » et de « démocratie » revient à demander à poursuivre — avec des habits neufs — une même politique... et à payer la dette. S. H. ■

Les réactions à la révolution tunisienne dans les pays arabes

Peur de la contagion...

Alors que des manifestations de solidarité avec la révolution tunisienne se sont déroulées en Jordanie, en Mauritanie et en Egypte, la crainte de l'effet tache d'huile étreint les gouvernements de plusieurs pays arabes.

En Mauritanie, pour éviter la contagion, le gouvernement a lancé un programme d'aide aux plus pauvres et diminué les prix du sucre et de l'huile. Il a également annoncé un programme pour abaisser le chômage.

En Syrie, le gouvernement a interdit les manifestations de soutien au peuple tunisien et les médias officiels ont concentré leurs informations sur le chaos qu'aurait en-

gendré la révolution en Tunisie. Dans le même temps, pour calmer l'exaspération latente, il a décidé d'injecter 326 millions de dollars pour faire baisser le prix de l'huile, qui a atteint des niveaux très élevés.

En Jordanie, où 25 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté, des milliers de manifestants, syndicalistes et membres des partis d'opposition, islamistes ou de gauche, ont manifesté dimanche 16 janvier devant le Parlement. Ils réclamaient la chute du gouvernement Samir Al Rifai, la constitution d'un gouvernement d'union nationale avec un Premier ministre proche du peuple, le retour à la démocratie, des élections libres pour une

Assemblée nationale « qui exprime la volonté réelle du peuple jordanien ». Ils demandent aussi la création de comités contre la corruption et le vol de l'argent de l'Etat, et contre l'augmentation des prix de première nécessité.

Onze députés ont signé un appel affirmant que le gouvernement jordanien n'est pas capable de diriger le pays. Par crainte de la colère des masses, le gouvernement a annoncé qu'il consacrerait 225 millions de dollars pour faire baisser les prix des carburants et des denrées de première nécessité comme le sucre et le riz. Selon les observateurs, c'est la première fois que des manifestants descendent dans la rue dans plusieurs villes à la fois,

exprimant les mêmes revendications.

En Egypte, où des manifestants ont scandé « Ecoutez les Tunisiens, c'est votre tour les Egyptiens ! » et demandé le départ d'Hosni Moubarak, le gouvernement a choisi la fermeté. Il a interdit les manifestations de solidarité devant l'ambassade de Tunisie.

Et pour ne pas entrer dans l'engrenage des revendications, il a choisi de ne pas intervenir pour baisser les prix des produits de première nécessité. Le ministre des Affaires étrangères, Abou El Gheit, a fortement réagi en déclarant que l'Egypte est un pays stable. ■

La révolution a commencé en Tunisie

compte le mot d'ordre lancé le 4 janvier 1991 à Barcelone : "Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre ! A bas l'exploitation !" »

(Extrait de la déclaration finale adoptée lors de la VIII^e Conférence mondiale ouverte, les 27, 28 et 29 novembre 2010, à Alger, avec la participation de délégués de 52 pays du monde entier.)

Selon le président de la chambre de commerce américano-arabe

"La Tunisie offre d'énormes potentialités"

Par Jean-Pierre Raffi

Plus d'un milliard de dollars d'investissements américains

A l'occasion de la venue d'une délégation américaine en Tunisie, le 15 février dernier, la chargée des affaires économiques et commerciales de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis, Isabel E. Rioja-Scott, s'est plu à souligner l'importance des investissements américains dans ce pays.

Citons : 94,26 millions de dollars d'investissements en Tunisie pour l'année 2008 (22,95 millions hors énergie).

Pour la période 1994-2008, le montant des investissements cumulés représente plus d'un milliard de dollars.

Plus de 70 entreprises américaines sont implantées actuellement en Tunisie.

Le premier secteur de l'économie concerné est évidemment l'énergie : trois quarts des investissements. Le quart restant concerne principalement l'industrie, l'aérospatial et les services.

Ces entreprises américaines considèrent la Tunisie de Ben Ali « comme une plate-forme vers les marchés européens et maghrébins », car elles disposent « d'avantages par rapport aux autres pays du Maghreb, dont bien entendu l'accord de libre-échange entre l'Europe et la Tunisie (l'accord d'association Union européenne-Tunisie. Lire ci-dessous). De nombreuses compagnies disposent d'une unité de production ici et peuvent ainsi exporter leurs produits vers l'Europe », expliquait la chargée d'affaires.

« La Tunisie offre d'énormes potentialités, déclarait alors M. David A. Hamond, président de la chambre nationale américano-arabe de commerce (Nusaac). Elle jouit d'une excellente réputation aux USA. La Tunisie mise sur l'éducation et la formation de ses enfants. L'histoire nous enseigne que l'avenir appartient aux nations qui maîtrisent la science et le savoir. Je suis sûr que la Tunisie sera une grande force régionale, économique, commerciale et technologique dans les années à venir. »

« D'ore et déjà, la Tunisie joue un rôle clé en tant que pont entre le monde arabe, l'Afrique et l'Europe. Pour les Américains, la Tunisie représente un site d'investissement idéal, grâce notamment à sa stabilité, à ses avantages fiscaux, à sa main-d'œuvre hautement qualifiée et à la sécurité qu'elle garantit à ses investisseurs. »

Un flux record d'investissements français

Lu sur le site du ministère français des Affaires étrangères : « La France est historiquement l'un des tout premiers investisseurs étrangers en Tunisie. Elle se place au 1^{er} rang du point de vue du nombre d'entreprises établies en Tunisie. L'implantation de nouvelles entreprises se poursuit à un rythme élevé.

Un flux record d'investissements français a été enregistré en 2008, avec 504 millions de dinars au cours des 11 premiers mois de l'année, soit 280 millions d'euros environ (contre une moyenne de 90 millions d'euros les années précédentes).

Ce résultat s'explique notamment par le succès d'entreprises françaises dans le cadre des privatisations :

— 150 MDT à l'occasion de la privatisation de la BTK, avec l'acquisition par le groupe Caisse d'épargne de la part du capital qui appartenait à la Tunisie ;

— 130 millions pour l'augmentation de capital de la STAR, premier assureur tunisien, dont Grouppama détient désormais 35 % du capital.

La France est toujours premier pays investisseur dans le secteur industriel, mais elle est peu présente dans la prospection d'hydrocarbures, domaine très capitalistique, qui constitue le premier secteur d'accueil des IDE reçus par la Tunisie. Après s'être concentrés dans le secteur du textile et de l'habillement, les investissements français se sont développés au cours des dernières années dans les industries mécaniques, électriques et électroniques, plus récemment encore dans la plasturgie et le secteur aéronautique, qui bénéficiera prochainement de l'implantation d'Airbus. »

Un pays de prédilection pour les délocalisations

Par Denis Langlet

Pays proche géographiquement du marché européen, un des plus importants au monde, bas coûts salariaux (salaires tournant autour de 400 euros par mois), cadre législatif et juridique favorable à une circulation rapide et peu coûteuse des marchandises et des capitaux, tels sont les trois principaux « atouts » mis en avant par les autorités tunisiennes elles-mêmes depuis des années. La poigne de fer du régime Ben Ali garantissait ainsi aux multinationales des conditions de surexploitation favorables à la préservation des marges des sociétés.

La Tunisie a été classée premier pays d'Afrique du Nord trois années consécutives (2006 à 2008) et au 36^e rang sur 134 pays en 2009 pour sa capacité à accueillir les centres délocalisés des grands groupes internationaux, classement émis par le Forum économique mondial. De grandes zones industrielles, aménagées par cette terre d'accueil, sont mises à la disposition des multinationales. Elgazole est le pôle technologique situé à la périphérie de Tunis, avec au moins 80 sociétés étrangères implantées, et la zone nommée Sousse, à Sfax. Sur un total de 100 000 mètres carrés, ces zones regroupent les usines ou les centres des grandes entreprises du textile, de la confection, de l'industrie du luxe, de celle de la mécanique, de l'électronique et des composants automobiles et avions (airbus). S'y côtoient donc les entreprises Ericsson, Alcatel-Lucent, Microsoft, Siemens, Philips, General Electric, Sagem, Bull, Pirelli, Lacoste, Hugo Boss, Naf Naf, Diesel, Celio, Calvin Klein, etc. Récemment, la division électronique du groupe équipementier automobile Continental a implanté une usine dans la zone de Tunis, résultat de la délocalisation des activités de celle de Rambouillet, en France.

Notons que ces usines ont été évacuées à la demande de leur direction le jeudi 13 janvier.

Business

Qu'est-ce que l'accord d'association Tunisie-Union européenne ?

Par François Lazar

L'accord d'association qui lie la Tunisie à l'Union européenne a été mis en place en 1995, à Barcelone. L'objectif de ce type d'accord est de créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les pays riverains de la Méditerranée. Véritable plan de transformation de l'économie nationale tunisienne en vaste sous-traitant des industriels de l'Union européenne, l'accord, afin d'écartier toute critique, comportait bien entendu une clause sur les « nécessaires réformes démocratiques » et

la prise en compte des « valeurs » de l'Union européenne.

La Tunisie a été le premier pays à signer un accord d'association et à commencer à prendre des mesures avant même sa ratification par les Etats de l'Union européenne. L'objectif était de parvenir, au 1^{er} janvier 2008, à « la libre circulation des biens industriels entre l'Union européenne et la Tunisie, en démantelant progressivement les droits de douanes ». C'est un programme de 2,5 milliards de dollars qui sera adopté à la fin de l'année 1995 avec le soutien de la Banque mondiale et de l'Union européenne, avec

pour objectif « l'amélioration des infrastructures et le renforcement des capacités des entreprises ». Sont également créées dans ce cadre des zones franches totalement déréglementées à Bizerte et à Zarzis, près de la frontière libyenne.

Le langage des privatisations

Comme tout projet de l'Union européenne, l'accord passé avec la Tunisie impliquait de « déterminer les activités susceptibles de se moderniser pour affronter l'ouverture ». On connaît ce langage : c'est celui des privatisations. La baisse des

taxes douanières, qui protégeaient l'économie nationale tunisienne, a contribué à disloquer les secteurs productifs incapables de résister à la concurrence des produits et des investissements européens. Dans un tel système, les prix des biens importés ne connaissent pas de diminution, mais génèrent des profits supplémentaires pour les importateurs, liés aux clans mafieux dirigeant l'Etat tunisien. La non-application de l'engagement souscrit en faveur des droits de l'homme et de la démocratie n'a même pas fait verser la moindre fausse larme aux dirigeants européens.

Bon à savoir

Parmi les réactions en France

Photos AFP



● Nicolas Sarkozy, en avril 2008 : « Certains sont bien sévères avec la Tunisie, qui développe sur bien des points l'ouverture et la tolérance. » Selon lui, « l'espace des libertés progresse » dans le pays.



● Le ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, le 11 janvier 2011, à l'Assemblée nationale, proposant l'aide de la police française au régime Ben Ali : « Nous proposons que le savoir-faire de nos forces de sécurité, qui est reconnu dans le monde entier, permette de régler des situations sécuritaires de ce type. »



● Le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, le 9 janvier, sur Canal + : « Dire que la Tunisie est une dictature univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré. »



● Rachida Dati, députée européenne UMP, sur BFM TV, le 14 janvier : « Les Européens que nous sommes, il faut aussi qu'on se le rappelle : Ben Ali a joué un grand rôle dans la coopération, dans la lutte contre le terrorisme et la montée des intégrismes (...). Il faut aussi que nous prenions en considération cela. »



● Le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, sur France 2, le 14 janvier, à propos du dernier

discours de Ben Ali : « (Ce discours) a reçu un accueil plutôt positif, il ouvre une opportunité pour un changement démocratique (...). Je connais assez la Tunisie pour savoir que les Tunisiens eux-mêmes souhaitent que cela se fasse dans une certaine cohérence. »

● Claude Bartolone, un des dirigeants du PS, à l'AFP, le 14 janvier : « L'idée que Ben Ali soit accueilli à Paris ne me gêne pas si ça peut installer une solution qui facilite le calme. »

● Les partis de « gauche » ont demandé, le 14 janvier, dans un texte commun, que « le gouvernement français et l'Union européenne (...) soutiennent une véritable transition démocratique ». Le texte est signé par le PS, Europe Ecologie-Les Verts, le Parti communiste français, le Parti de gauche, le Parti radical de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste, la Fédération pour une alternative sociale et écologique et Gauche unitaire.

Le RCD de Ben Ali exclu de "l'Internationale socialiste"... le 18 janvier

« L'Internationale socialiste (IS) a rompu toute relation avec le RCD tunisien et l'a exclu de ses rangs », a fait savoir, le 18 janvier, le PS français. Il a fallu à l'IS, dont Ségolène Royal est l'une des vice-présidentes, un certain de temps de réflexion : le RCD, parti de Ben Ali, était membre de l'IS depuis 1989...